



Assises

Recherche Innovation Territoires : pour des politiques industrielles ambitieuses

Les 12 et 13 juin 2008

MEVTE Grenoble (Maison des Micro et Nanotechnologies)

Journal des Assises

numéro 2

13 juin 2008



Edito

Par Mariano Bona

*Membre de la commission exécutive
de l'Union Départementale CGT de l'Isère
Elu CGT chez ST-Microelectronics*

(Au milieu du 1^{er} rang sur la photo)

Une CGT diverse, acceptant le débat, ouverte sur le Monde

C'est le principal enseignement que je tirerai de cette première journée des assises. Si est encore trop tôt pour tirer les bilans des assises, on peut dire que les militants CGT ont montré leur capacité à débattre de manière contradictoire, à croiser les expériences, à accepter les contributions des invités qui nous ont fait l'amitié de participer à notre travail. Le visage de la CGT qui a été montré jeudi est celui d'une CGT certes diverse de par les syndicats représentés et par les points de vues exprimés, mais une CGT qui est « une », qui sait s'écouter et faire converger les points de vues pour contribuer à l'intérêt général.

Le débat ouvert au public nous a permis d'avancer sur les questions de démocratie sociale. Si des points de vue différents voire divergents ont été émis sur le progrès technique, la croissance ou la responsabilité des chercheurs, un quasi-consensus a pu se dégager sur la nécessité de ne pas confondre incertitude et fatalisme, sur la place des sciences humaines et sociales, sur l'impasse qu'il y aurait à accepter la guerre économique comme seul moteur de l'activité humaine.

Les ateliers ont montré l'intérêt de croiser les expériences, de faire un état des lieux interprofessionnel, par territoire, en acceptant de travailler avec d'autres qui sans être CGT trouvent utile de participer à nos travaux.

En global, la première journée a été très frustrante car elle a couvert une multitude de sujets pour aussitôt les clore par manque de temps. Puisse ce goût de trop peu donner envie aux militants de prolonger les assises par des initiatives locales sur tous ces sujets !

Matinée du 12 juin : les interventions

Patrick Varela, secrétaire de l'Union Départementale CGT de l'Isère

« ... débattre pendant un jour et demi pour élaborer ensemble des propositions sur les enjeux entourant la recherche, l'innovation, la place du service public d'éducation et de recherche, les politiques industrielles, l'aménagement du territoire. » ... « Parce que le syndicalisme que nous voulons n'est ni un syndicalisme d'accompagnement social des choix stratégiques qui s'opèrent, ni un syndicalisme que se contente de contester. » ... « Nous portons d'ores et déjà des exigences. Notamment en matière de démocratie. » ... « Nous n'avons pas une vision en noir et blanc notamment sur les pôles, il existe des synergies, des désencastonnements porteurs de véritables projets innovants et répondant à des besoins, mais dans le même temps on impose aux chercheurs, des modes économiques précaires favorisant le court terme et hypothéquant même l'avenir des structures de recherches dans le giron public mais aussi dans les entreprises. »

... « Comme le dit Bernard Thibault les affaires du monde sont trop sérieuses pour les laisser dans les mains du monde des affaires ! »



Bruno Bouvier, secrétaire général du comité régional CGT

(sur la photo avec, de gauche à droite, Geneviève Fioraso, députée de l'Isère, et Patrick Varela, secrétaire de l'UD CGT 38)

La CGT veut construire des propositions alternatives aux stratégies industrielles, souvent synonymes de restructurations. La Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences (GPEC) ne concerne que les entreprises de plus de 300 salariés. Nous devons exiger un dialogue social sur ces enjeux, qui dépassent le cadre de l'entreprise, donc conquérir le droit à la GPEC territoriale, avec une solidarité au niveau européen. Nous nous intéressons aussi aux rapports entre les donneurs d'ordre et les sous-traitants. Les politiques publiques sont tournées vers les pôles de compétitivité ce qui crée des déséquilibres et ne constitue pas une politique industrielle en soi, d'autant plus qu'elles

ne sont pas tournées vers la production. Nous ne diabolisons pas les pôles, mais nous voulons obtenir l'intervention syndicale, notamment quand l'argent public est distribué sans exigence majeure vis-à-vis des entreprises. Les représentants du personnel ne sont consultés que pour gérer les conséquences des décisions stratégiques prises sans les consulter. Il y a des dégâts sociaux dans les territoires exclus du champ des pôles, exclus pour pouvoir diminuer l'effort de recherche en France. Nous prévoyons un affrontement avec les choix patronaux. Une Charte de la contractualisation sera prochainement signée en Rhône-Alpes (organisations syndicales et patronales, académies, Etat...) pour qu'il y ait concertation et évaluation des politiques. Le comité interentreprises est, lui, un droit nouveau à gagner.

Jean Therme, Directeur du CE A

Il présente l'histoire du CE A, ses activités, ses effectifs, son financement. Il expose les relations entre Minatec et Minalogic, et nous parle du prochain grand projet grenoblois, GREN. L'enjeu : remédier au fossé entre les recherches fondamentales et appliquées, aménager le territoire, recréer un lien entre l'université et la cité.

Jacques Perrat, chercheur à l'Adées Rhône-Alpes, association pour le développement des études économiques et sociales.

L'association, créée par la CGT, appuie sa réflexion syndicale. Jacques explique la structure juridique des pôles de compétitivité, leurs organes de décision, les risques qu'ils suscitent et notamment l'accroissement des inégalités entre disciplines de recherche, l'affaiblissement de la recherche fondamentale... Les pôles tiennent lieu de politique industrielle. Il y a aussi des effets positifs, notamment en consolidant les spécialités territoriales, mais les syndicats s'étonnent que certaines entreprises ne fassent pas partie du pôle qui les concernent. L'exécutif Rhône-Alpes a mis en place des outils d'évaluation, la CGT participe à la commission mixte conseil régional/CEA « PERP », de façon à questionner les retombées des projets proposés au financement.

Geneviève Fioraso, députée de l'Isère

Elle annonce le démarrage prochain d'une démarche paritaire sur Minalogic, en réponse à la demande CGT/CFDT.

Après-midi du 12 juin : les ateliers

Chaque atelier réunissait environ 30 participants du milieu syndicaliste, universitaire, ou de la recherche.

Atelier « Territoire » N°1 : La formation, les qualifications

Animateur : Mariano BONA (CGT ST Grenoble).

Autrefois la source de la plus-value financière était dans la productivité, aujourd'hui elle est dans l'innovation et la commercialisation. C'est pourquoi le MEDEF veut s'approprier la formation. C'est d'ailleurs la plus grosse réforme du gouvernement. Mais la formation ne permet plus d'obtenir une meilleure rémunération (absence de reconnaissance des qualifications), ni même une stabilité de l'emploi (précarisation des chercheurs). Cela explique les mouvements sociaux de jeunes autour de la formation. L'Etat désinvestit les organismes qui fournissent une formation accessible à tous.

Atelier « Territoire » N°2 : Concurrence – compétitivité entre territoires à l'échelle européenne.



Animateur : Jean Michel GELATI (CGT Rhône-Alpes).

A travers l'examen des trajectoires d'HP, de SI ou de Péchiney, se pose la question des liens entre une entreprise et son territoire. HP a délocalisé, SI est resté sous l'impulsion des états actionnaires, Péchiney parce qu'elle a besoin de l'environnement de formation, de sous-traitance... comme la plupart des PME. Les politiques publiques sont responsables des choix d'investissement en recherche et formation, et du contrôle qu'elles font et de la manière dont elles se partagent avec les citoyens. A la concurrence nous opposons la coopération économique et syndicale. Donner de nouveaux droits aux comités d'entreprise européens les rendra plus efficaces.

développement durable

Atelier « Recherche » N°3 : Recherche, innovation et

Animateur : Jean CHAMBON (CGT Métallurgie).

Les mutations dues au développement durable fournissent de nouvelles justifications aux suppressions de poste. Car en fait il n'a que peu d'impact sur les choix des entreprises, à part sur un plan marketing. Le Grenelle de l'Environnement constitue un modèle de dialogue entre l'Etat, les entreprises, les syndicats qui pourrait être utilisé pour les pôles de technologie. Mais il n'est pas financé, et n'est pas contraignant. Souci que les pôles ne soient que des coquilles vides pour organiser le pillage du système de recherche publique, et des subventions. La solution : plus de démocratie.

Atelier « Recherche » N°4 : Politique nationale et européenne de la recherche : rôle du service public et des entreprises



Animateur : Jean-Pierre ADAMI

(CGT Collectif National Recherche – Enseignement Supérieur).

À la fois les droits nouveaux et les revendications se sont articulés autour de 5 dimensions :

- citoyenneté
- fiscalité
- financement
- carrières
- aménagement du territoire

Soirée du 12 juin : le débat public

Les participants n'ont pas vu passer les trois heures consacrées au débat, en présence de chercheurs, politiques, enseignants, militants syndicaux, et d'un public curieux et impliqué. Voici quelques extraits des échanges ::

Les progrès de la Recherche doivent se faire sous contrôle démocratique. Par exemple les prouesses techniques de la miniaturisation sont intégrées dans des dispositifs de contrôle social qui nécessitent notre intervention ; l'impact sur l'écosystème des produits issus des nanotechnologies n'est pas encore connu.

Nous faisons émerger la question de la démocratie, les pouvoirs publics et les entreprises la perçoivent comme une entrave. La France est en retard malgré l'existence de structures adéquates. Il faut donner des moyens d'expertise et de contre expertise. Impliquer les CSE, les conseils d'administration. Nous demandons un haut niveau de garantie sociale et d'intervention pour les chercheurs et les salariés. Alors que la dernière réforme les exclue de fait des conseils d'administration des universités.

La Recherche a permis de lever un certain nombre d'incertitudes, mais en se développant elle en génère d'autres, notamment quand les nouvelles connaissances sont utilisées très rapidement, avant d'en avoir étudié tous les effets.

Le modèle de développement basé sur la compétition a atteint ses limites. C'est un modèle colonial, inégalitaire, mais en même temps irréaliste, car le délai d'acquisition des connaissances se réduit. Mariano demande que le mouvement syndical prenne sa place, que l'expertise de la population soit reconnue. Il ne sait pas si la planète peut nourrir 12 milliards d'hommes, mais il n'a pas envie de déléguer la réponse...

La perception de l'incertitude doit être un vecteur de l'action. Les chercheurs ont été tant critiqués qu'ils se sont enfermés. Le mouvement « sauver la recherche » a été une occasion de leur redonner la parole, il faut continuer. La révolution technologique pose la question de la place des connaissances, faut-il dire que certaines ne sont pas marchandisables ? Si on ne les brevète pas, se pose la question du financement de la recherche. Les Chinois ferment à présent plus d'étudiants que l'Europe et les États-Unis réunis.

La Chine est le 2ème investisseur mondial dans le domaine des nanotechnologies derrière les États-Unis. Nos modes de vie ne sont pas exportables à 10 milliards d'habitants, et on n'a même pas la quantité d'énergie disponible pour le faire... Tirer parti de l'expérience du mouvement syndical en matière de démocratie dans l'entreprise, pour la transposer dans la société...

Interview : Valentino Corno, un italien à Grenoble



Valentino, qui s'exprime indifféremment en français et en anglais - mais avec un accent italien, a fait le voyage depuis Milan pour participer aux Assises de la Recherche.

Élu au Comité d'Entreprise Européen de ST Microelectronics, il vient à l'invitation de ses collègues français du site de Gressles. Il est aussi membre de la Fédération de la Métallurgie de la Confédération Générale des Travailleurs Italiens (CGIATCM). Il s'amuse d'avoir dû suivre en français certains intervenants de la matinée, dont la rapidité du débit de parole a semble-t-il dépassé les capacités de la traductrice ! Plus sérieusement, Valentino retrouve en France les mêmes problèmes dans les relations entre les organisations syndicales et les entreprises, et l'intervention des pouvoirs publics pour tenter d'y remédier. Mais souvent sans succès, tant les logiques sont différentes de part et d'autre. Il témoigne que l'intervention des pouvoirs publics a cependant l'air plus structurée en France, en tout cas l'expérience des pôles de compétitivité est en avance sur celle menée en Italie.